

Direction du patrimoine bâti

Centre sportif des Vernets, rue Hans-Wilsdorf 4

Mise en conformité de la production de froid et
assainissement partiel des deux patinoires

Mandat d'ingénieur civil

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

M 246TI

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

1. APTITUDES / COMPETENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT
2. INFORMATIONS GENERALES
3. CONDITIONS DE PARTICIPATION
4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- Document B1 (agrafé et non relié)
 - Attestations demandées
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format pdf

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 103)
- Plan de situation
- Rapport du bureau d'ingénieurs conseils INEXIS sur les risques de la patinoire des Vernets du 10 mars 2016
- Etude de faisabilité du bureau LP Concept Sàrl concernant l'assainissement de la patinoire des Vernets du 31 juillet 2017
- Etude de faisabilité du bureau Planair SA du 11 décembre 2017
- Plan du rez du centre sportif des Vernets
- Plan du sous-sol du centre sportif des Vernets
- Plan de la centrale de refroidissement
- Coupes de la centrale de refroidissement
- Plans techniques des patinoires
- Rapport final sur la prévention des accidents majeurs liés aux installations frigorifiques
- Sécurisation et évacuation des eaux des places de transbordement de marchandises
- Planning intentionnel

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève, Directives relatives à la constitution des dossiers définitifs par opérations (DPBA) sont consultables sur le site www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour le :

Centre sportif des Vernets – rue Hans-Wilsdorf 4
Mise en conformité de la production de froid et assainissement partiel des deux patinoires

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les ingénieurs civils établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'ingénieur civil de l'école d'ingénieurs de Genève (EIG), des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne ou de Zürich (EPF), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;

ou

- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Fondations des registres suisses des ingénieurs, des architectes et des techniciens (REG A ou REG B), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève
Département des constructions et de l'aménagement
Direction du patrimoine bâti
Rue du Stand 25 – 1204 Genève
Fax : 022 418 21 51 – E-mail : patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Le présent appel d'offres a pour but le choix d'un mandataire ingénieur civil pour l'étude et la réalisation de la mise en conformité de la production de froid et de l'assainissement des deux patinoires au centre sportif des Vernets.

2.2.2 Descriptif

Dans le cadre du dossier sur le projet d'urbanisation du quartier Praille-Acacias-Vernets (PAV), le SERMA du Département du Territoire a mandaté le bureau d'ingénieur «INEXIS» pour réviser les risques majeurs dans la zone du centre sportif des Vernets.

Il est apparu dans ce rapport qu'avec la construction d'un nouveau quartier d'habitation (1500 logements) sur l'emplacement de la caserne des Vernets, les patinoires des Vernets ne répondaient plus aux exigences de l'Ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM).

Dès lors, le SERMA nous a notifié en date des 20 octobre 2016 et 17 janvier 2019 que si nous voulions continuer à exploiter nos patinoires, il fallait que nous changions de fluide frigorigène. En effet, les 7'500 kg d'ammoniac (NH_3) utilisés pour produire du froid n'étaient plus compatibles avec la construction de logements à proximité.

Cet état de fait nous impose d'entreprendre la rénovation complète des deux pistes ainsi que de toutes leurs installations frigorifiques.

Aujourd'hui, la production de froid est assurée grâce à une installation de réfrigération à détente directe utilisant l'ammoniac comme fluide frigorigène qui circule dans deux circuits fermés et indépendants. Dans les dalles des patinoires, les conduites sont noyées dans la masse des dalles en béton.

L'ammoniac n'étant plus un fluide utilisable dans de telles quantités, nous devons reprendre tout le système de refroidissement ainsi que les dalles des deux pistes. Ces travaux permettront d'améliorer l'exploitation des patinoires et de limiter l'impact sur l'environnement.

Le site des Vernets est le plus grand consommateur énergétique du parc des bâtiments Ville de Genève avec une consommation annuelle cumulée de plus de 5 millions de kWh d'électricité et 9 millions de kWh pour la production de chaleur au gaz.

Actuellement sur la production frigorifique à l'ammoniac, seuls deux désurchauffeurs permettent une récupération de chaleur de l'ordre de 10% à 15% des rejets thermiques pour la production d'eau chaude sanitaire du site.

Les enjeux de cet étude seront donc de deux ordres, un aspect d'obligation légale de mise aux normes de sécurité et un aspect énergétique de premier ordre avec la valorisation des rejets thermiques de la production de froid pour la rendre utilisable et compatible avec la rénovation future de la piscine attenante ainsi que l'optimisation globale du processus de production et de limitation des pertes de l'enveloppe.

2.2.3 Programme

Avant-projet :

Les enjeux associés à ce projet sont nombreux, c'est pourquoi une étude de l'avant-projet sera nécessaire en évaluant 3 variantes :

variante 1 :

- Production frigorifique : diminution de la quantité d'ammoniac selon les normes de l'OPAM
- Fluide frigorifique secondaire : éthylène glycol

variante 2 :

- Production frigorifique : système CO_2
- Fluide frigorifique secondaire : éthylène glycol

variante 3 :

- Production frigorifique : à définir
- Fluide frigorifique secondaire : éthylène glycol

Généralités :

Les travaux pourront être réalisés en 3 étapes : (voir planning intentionnel annexé)

- Mise hors service en vue de la transformation ou du remplacement de l'installation de production de froid actuelle, évacuation de l'ammoniac ou circonscription de celui-ci au seul réseau primaire et installation d'une production de froid provisoire.
- Transformation de la patinoire intérieure :
 - démontage des gradins provisoires (échafaudages – zone VIP)
 - démolition de la dalle existante
 - création d'une nouvelle dalle avec l'intégration du nouveau réseau frigorifique de distribution
 - remplacement des luminaires et de la sonorisation
 - fourniture et pose d'une structure avec gradins vers la zone VIP
 - réfection des sols dans les zones VIP, hall d'entrée et location patins
 - dépose du rink absorbant
 - repose du rink avec des nouvelles fixations directement intégrées dans la nouvelle dalle.
- Transformation de la patinoire extérieure :
 - démontage du rink
 - création d'une nouvelle dalle avec l'intégration du réseau frigorifique de distribution sur la dalle existante
 - remplacement des fermetures tout autour de la patinoire (pour des raisons climatiques)
 - remplacement des luminaires et nouvelle installation de sonorisation
 - pose d'un nouveau rink absorbant
 - rehaussement du sol autour du rink
 - modification de l'entrée côté parking du sous-sol pour les machines Zamboni (machine pour le nettoyage de la glace)
 - démontage du vélum et réfection de la toiture
 - création d'une fosse à neige côté Arve.

Attention : Les patinoires devront être en fonction durant les saisons de championnats (mi-septembre à fin avril) du Genève Servette HC et du patinage artistique.

Description sommaire des travaux d'ingénieur civil :

Centrale de la production de froid :

- Reprise du béton selon la nouvelle installation de production de froid

Patinoire intérieure :

- Démolition de la dalle existante 70mx40m
- Démontage des gradins provisoires (structure métallique – échafaudages)
- Création d'une nouvelle dalle 70mx40m
- Reprise des niveaux
- Nouvelle structure métallique pour les gradins vers la zone VIP

Patinoire extérieure:

- Création d'une nouvelle dalle sur l'existante 60mx30m
- Reprise des niveaux
- Pose de monoblocs de ventilation sur les avant-toits (analyse de charges)
- Création de socles pour la pose de vitrages en façades
- Passage du parking à la patinoire : agrandir l'ouverture (mur en béton)

2.2.4 Situation foncière

Le centre sportif des Vernets est situé rue Hans-Wilsdorf 4, sur la parcelle N° 2417, feuille 89 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, dont la surface totale est de 31'510 m².

Cette parcelle, propriété de la Ville de Genève, contient plusieurs bâtiments immatriculés au Registre foncier.

Les bâtiments concernés par la présente proposition sont les N^{os} K750, K840 et K956 dont la surface est de 11'454 m².

2.2.5 Coût estimé de l'opération

A ce jour, le coût total de l'opération tous frais compris est estimé à CHF 11'000'000 TTC y compris prestations des services pour investissements et intérêts intercalaires de la Ville de Genève.

Le montant des travaux donnant droit aux honoraires pour l'ensemble du marché est estimé à **CHF 2'000'000.- HT**.

2.2.6 Prestations du mandataire

Le mandat comprendra l'exécution des prestations d'ingénieur civil, telles que définies dans le règlement SIA 103, édition 2003, pour une rénovation, soit :

a)	3	Etude du projet	31 32 33	Avant-projet Projet de l'ouvrage Procédure de demande d'autorisation
b)	4	Appel d'offres	41	Appels d'offres, comparaison des offres Proposition d'adjudication
c)	5	Réalisation	51 52 53	Projet d'exécution Exécution de l'ouvrage Mise en service, achèvement

Le passage des étapes a et b à l'étape c est tributaire de l'obtention du crédit de construction par le vote en force du Conseil municipal.

▪ **Etablissement de l'offre**

Le candidat donnera dans son offre le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le Maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux. Il convient de relever qu'au cas où le crédit de réalisation serait refusé par le Conseil municipal, ce seront les montants du devis général – acceptés par le Maître d'ouvrage – qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert net HT sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du Maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ **Renchérissment**

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- Aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

▪ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

Attribution du mandat	février 2020
Projet définitif, devis général et dépôt de la demande d'autorisation de construire	décembre 2020
Dépose du crédit de réalisation	février-mars 2021
Début du chantier	mai 2022
Mise à disposition	mi-septembre 2024

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **4 février 2020 à 11 heures**

auprès de

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Unité soumissions

4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)

Case postale 3983

1211 Genève 3

Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra strictement respecter la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRE M246TI
Centre sportif des Vernets – rue Hans-Wilsdorf 4
Mise en conformité de la production de froid et assainissement
partiel des deux patinoires

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée ;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc...) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé, est en relation d'affaires ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux est admise.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toute personne externe à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **15 janvier 2020 à 16 heures**

auprès de

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Direction du patrimoine bâti

25 rue du Stand – 1204 Genève

Fax : 022 418 21 51 – E-mail : patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur www.simap.ch (pour les procédures publiques).

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Visite du site d'exécution

Une visite du site d'exécution sera organisée le **9 janvier 2020 à 9 heures**.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procèdera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
1. Référence du candidat	40 %
2. Qualité économique globale de l'offre <ul style="list-style-type: none">• prix• crédibilité du prix (heures, tarifs)	30 %
3. Organisation du candidat	15 %
4. Compréhension de la problématique	15 %
TOTAL	100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire application d'une pondération des prix. Les offres jugées anormalement basses seront exclues.

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

<i>Prénom/Nom</i>	<i>Société / fonction / profession</i>	<i>Suppléant</i>
M. Philippe Meylan	Ville de Genève, Directeur, Direction du patrimoine bâti	M. Christian Pesch, Adjoint de direction, Direction du patrimoine bâti
Mme Cristina Beck	Ville de Genève, Architecte, Direction du patrimoine bâti	
Mme Sybille Bonvin	Ville de Genève, Cheffe de service, Service des Sports	
M. Yannick Mathieu	Ingénieur civil, directeur du bureau B. Ott et C. Uldry sàrl	

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritère qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de

publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;

- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 103 (édition 2003) est applicable.